

Il ne faut pas blâmer les États-Unis. Ils ont vu que toutes les ententes n'aboutissaient à rien et qu'ils étaient entre deux feux. Nous devons nous dire, au diable les États-Unis. Allons-nous dire, nous ne pouvons nous tirer d'affaire tout seuls, ou bien, nous avons la richesse, le matériel et la compétence voulus pour devenir économiquement indépendants? Servons-nous de la CDC. Étudions soigneusement la situation de notre main-d'œuvre et ripostons de plus belle. Le gouvernement doit maintenant décider s'il dira que nous ne pouvons réaliser notre indépendance économique, ou que nous pouvons le faire. J'oserais dire que neuf Canadiens sur dix sont d'avis que nous pouvons le faire; tout ce qu'il faut, c'est un peu de conviction.

Nous avons à peu près tous les atouts imaginables, et nous devons décider si nous continuerons à respecter ces ententes désuètes. Nous avons un réseau de transport au Canada, mais c'est un vaste pays. Nous devons peut-être subventionner et automatiser notre réseau. Nous devons peut-être imiter d'autres pays en subventionnant le transport des produits jusqu'au littoral.

Une voix: Nous le faisons depuis longtemps en Saskatchewan.

M. Otto: Nous devons également fixer notre politique sur les sociétés. En les pressurant de même que les entrepreneurs, nous ne concurrencerons pas les autres pays qui cherchent à établir ces industries ailleurs. Le gouvernement devra absorber la majeure partie du coût de la recherche parce que les petites industries en sont incapables. Le gouvernement devra défrayer une bonne partie de la publicité.

Nous devons veiller à ce que notre ministère des Affaires extérieures s'emploie à augmenter nos exportations au lieu de fréquenter les salons. Écartons cette idée d'antan que le ministère des Affaires extérieures doit avoir des représentants dans diverses parties du monde pour maintenir des contacts avec les autres pays. Nous devons insister sur les échanges commerciaux et les considérer comme partie intégrante de notre système. Comme le député de Duvernay l'a mentionné, la Banque du Canada doit occuper la place qui lui revient. Nous devons également changer nos lois sur les monopoles pour permettre à l'industrie d'exploiter un marché de 22 millions d'individus. Chaque produit a un niveau de production optimum. Dans certains cas, il peut s'agir de millions d'articles et dans d'autres cas, de seulement quelques milliers. Je crois que le marché existe si nous rationalisons nos industries et que nous modifions nos lois pour permettre la concurrence au sein d'un marché rationnel.

Nous avons négligé lamentablement d'exploiter notre forte position pour négocier. Nous savons que la plupart des sidérurgies américaines fermeraient si elles ne pouvaient obtenir notre minerai de fer du Labrador. Les États-Unis possèdent de petits gisements de fer, mais ils ne peuvent pas les exploiter de façon rentable. Ils peuvent s'en procurer au Brésil, mais ce pays est éloigné des États-Unis et je doute vivement que le Brésil soit un endroit où on puisse investir en toute confiance. Chose certaine, les sidérurgies américaines poursuivent leur exploitation parce que notre minerai du Labrador leur est accessible. Notre position pour négocier est forte. Si notre minerai doit être utilisé, les usines produisant ces marchandises doivent être établies quelque part dans les environs de la Nouvelle-Écosse ou ailleurs dans cette région du Canada. Nous avons le gaz naturel, l'eau, l'électricité, le nickel et toutes les ressources absolument indispensa-

bles à cette industrie. Nous devons maintenant avoir le cran de dire aux États-Unis que nous continuerons à vendre ces ressources qui créent un certain nombre d'emplois, mais que nous en réclamons une certaine proportion pour les Canadiens. Nous ne voulons pas être cupides, mais nous exigeons un certain pourcentage. Nous devons conclure des accords semblables à celui sur l'automobile avec toutes les industries canado-américaines.

• (12.40 p.m.)

Nous devons explorer aussi les marchés étrangers. Nous serons un pays exportateur, mais nous ne pouvons pas exporter vraiment plus que ce que nous pouvons importer. Certes, nous pouvons le faire sur le plan financier, car nous pourrions vendre toutes nos ressources. De fait, nous pourrions équilibrer nos paiements internationaux en ne vendant que nos ressources et en n'achetant que des produits ouverts, mais cela ne réglera pas le problème du chômage au Canada. Il nous faut y accorder de la réflexion. Il faut aussi que notre gouvernement soit imbu du principe de soutien et d'expansion de nos industries, afin qu'elles puissent soutenir la concurrence ailleurs dans le monde. Il nous faut rationaliser nos produits et établir, par exemple, que la production de chaussures n'est pas avantageuse pour le Canada, alors que celle des avions l'est parce que nous disposons de l'énergie électrique et de l'aluminium ainsi que d'autres moyens de créer une industrie aéronautique importante, capable de concurrencer tout autre pays du monde. Voilà le genre de choses que nous devons faire. Et surtout, le gouvernement doit affirmer une fois pour toutes que nous adopterons une position isolée et que nous ne déclencherons aucune guerre commerciale. Nous devons tirer le meilleur parti possible de nos ressources et marchander comme tout autre pays. Nous ne pouvons plus admettre le principe d'existence d'un accord commercial mondial auquel ne serait assujéti que le Canada, à l'exclusion de tout autre pays. A mon avis, cela peut se faire, et doit être fait.

En conclusion, monsieur l'Orateur, le gouvernement, à mon avis, doit considérer deux questions vitales. Devons-nous dire que dorénavant nous sommes liés à l'économie américaine au point qu'il ne nous reste aucune initiative? Si oui, je crois alors que le gouvernement devrait l'admettre. Si d'autre part, le gouvernement juge que nous possédons les ressources nécessaires à notre indépendance économique, il devrait alors le déclarer. Je dirai que c'est cette dernière orientation que les Canadiens voudront prendre et que le premier ministre a été élu, non parce qu'il avait dit que nous devions suivre les États-Unis, mais parce qu'il a donné aux Canadiens l'impression qu'il dirigerait non seulement notre pays mais aussi le monde. Je ne puis accepter l'idée que nous ne sommes rien parce que notre population n'est que de 22 millions d'habitants. Des nations ont conquis le monde avec moins d'un dixième de notre population. Ce qu'il nous faut, c'est de la conviction, du dévouement et de l'esprit de corps. Voilà la tâche qui attend le gouvernement dès l'adoption du bill.

M. Dan Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole pour participer au débat, sur le bill C-262, une des premières observations à formuler est que le bill a suscité beaucoup d'intérêt, en particulier chez les députés. Je voudrais faire quelques remarques au sujet des effets qu'aura le bill sur l'industrie agricole. On a présenté le bill en vue de régler un problème précis créé par des mesures précises adoptées par les autorités américaines et ayant des répercussions sur toutes les industries canadiennes qui, dans une grande mesure, dépendent de